



## ARRETÉ accordant un permis de construire modificatif

DOSSIER N° PC 29197 20 00049 M03

Description du dossier	
Déposé le :	30/01/2024
Avis de dépôt affiché le :	16/02/2024
Demandeur :	Monsieur Marc LE BOUTER
Adresse du demandeur :	9, Impasse de la Doussinière 44240 SUCE-SUR-ERDRE
Pour :	Ajout d'une sortie de poêle en toiture de la maison individuelle
sur un terrain sis :	6 rue des Hirondelles 29780 PLOUHINEC
Références cadastrales :	AB0571
Surface de plancher créée :	122,74 m <sup>2</sup>

Le maire de PLOUHINEC,

**Vu** la demande de permis de construire modificatif susvisée ;

**Vu** le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L.410-1, R.410-1 et suivants ;

**Vu** le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 20 octobre 2011, modifié le 15 décembre 2016, le 19 décembre 2017, le 05 décembre 2019, le 30 septembre 2021, le 9 mars 2023 et le 06 juillet 2023, et en particulier les dispositions du règlement de la zone Uhc qui s'y appliquent ;

**Vu** le permis de construire initial n° PC 29197 20 00049 délivré le 20/12/2020 pour la construction d'une maison individuelle ;

**Vu** le permis de construire modificatif n° PC 29197 20 00049 M01 délivré le 24/01/2022 ;

**Vu** le transfert de permis de construire n° PC 29197 20 00049 T02 délivré le 02/12/2022 au profit de Monsieur Marc LE BOUTER ;

**Vu** la déclaration d'ouverture de chantier déposée en mairie de Plouhinec le 10/03/2023 ;

**Vu** l'absence de déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux ;

### ARRÊTE

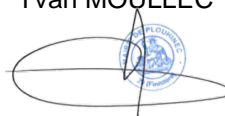
#### Article 1

Le permis de construire modificatif est accordé.

#### Article 2

Les réserves et prescriptions émises au permis de construire initial demeurent applicables.

Fait à Plouhinec  
Le 21 mars 2024  
Le Maire,  
Yvan MOULLEC



**NOTA** : Le demandeur devra effectuer une déclaration auprès des services fiscaux, dans les 90 jours suivant l'achèvement de la construction (au sens de l'article 1406 du CGI), sur l'espace sécurisé du site [www.impots.gouv.fr](http://www.impots.gouv.fr) via le service « Biens immobiliers ».

*La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriale.*

### INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT

**Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de réception.** À cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

**Durée de validité du permis / de la déclaration préalable :**

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis / de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

**Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :**

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site Internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site Internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :** Elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation**

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévu par la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 modifiée relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.